N° 2145 — 6e Année

CINQ CENTIMES

Jeudi 7 Juin 1894

L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

RÉDACTION & ADMINISTRATION :
ROUBAIX, rue du Vieil-Abreuvoir;
TOURCOING, rue VERTE, 56

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
mois, 4 fr. 50. — Un an, 18 fr.
NORD et départements limitrophes
3 mois, 6 fr. — Un an, 24 fr.

A bonnement continue sauf avis contraire.

PRIX DES ANNONCES
ANNONCES . . . . . 0 fr. 25 la ligne
RÉCLAMES . . . . . 0 fr. 50 —
FAITS DIVERS . . . . . 0 fr. 75 —
LOCALES . . . . . 1 fr. 00 —

Les annonces seront reçues aux bureaux du journal à Paris, à l'Agence Havas, place de la Bourse, 8.

TÉLÉPHONE

NOTRE SECOND

Supplément Illustré

CONSACRÉ AU

SALON DES CHAMPS-ELYSÉES

Ce second Supplément illustré comprend notamment la reproduction de deux œuvres qui intéressent particulièrement notre région :

La **Statue du général Faidherbe**, par ANTONIN MERCIÉ ;

Et le **Monument de Testelin**, par notre concitoyen CONDONNIER.

Une notice descriptive et critique, par notre collaborateur Lionel Moguez, complètera l'œuvre de la gravure, et permettra à nos lecteurs d'avoir une idée précise des deux monuments qui doivent être prochainement élevés à Lille.

Notre second Supplément illustré comprend, en outre, la reproduction de diverses peintures et sculptures de nos concitoyens du Nord et du Pas-de-Calais exposées au Salon des Champs-Elysées, et notamment de MM. BRETON, ADRIEN DEMONT, Mmes DEMONT, BRÉHEU, COMMERRE, HARPIGNIES, E.-H. DELACROIX, MARONIEZ, DUTHOIT, PLUCHART, etc.

L'étude détaillée du Salon des Champs-Elysées, par M. Lionel Moguez, Jara, enfin, de ce second Supplément illustré une publication artistique très complète, que nous recommandons à tous ceux de nos lecteurs qui s'intéressent aux choses de l'art et à la réputation artistique de notre région.

Tiré sur très beau papier glacé, il est mis en vente au prix de

10 Centimes

Coup de barre à gauche

Les réactionnaires sont depuis vingt ans tellement habitués à la défaite, qu'ils en arrivent à pousser de véritables cris de triomphe, chaque fois que les hasards des scrutins, ou quelques circonstances fortuites ou spéciales, leur assurent un succès momentané.

C'est ainsi que la *Dépêche-Nouvelliste*, sans s'inquiéter davantage du désastreux échec essuyé par le parti des ralliés aux dernières élections législatives, chante au air de victoire parce que le clérical comte d'Alsace l'a emporté dimanche, grâce à sa grande situation territoriale et à son immense fortune, dans les Vosges, sur le candidat républicain. Le mouvement réparateur » grandit, s'écrie sur le mode lyrique notre enthousiaste confrère ; et » le pays bientôt comprendra que le salut est pour lui l'avenir. »

Or, pendant que la *Dépêche-Nouvelliste* se berçait de son rêve et de ses favorites espérances, « le mouvement réparateur » était en train de passer à la Chambre un mauvais quart d'heure.

M. Charles Dupuy, sur lequel les ralliés comptaient beaucoup pour développer et propager ce prétendu mouvement, faussait compagnie à nos réparateurs ; et passait avec armes et bagages à l'ennemi, c'est-à-dire dans le camp républicain progressiste.

Ce rôle, on le pense bien, un véritable coup de théâtre.

Au lieu des déclarations ambiguës de M. Casimir-Périer, des protestations de tolérance et de conciliation qui en signalaient trop clairement, trop M. Dupuy a pris une attitude nettement démocratique ; à la surprise générale, il a rompu les liens qui pouvaient l'attacher encore au gouvernement, aux droitiers et aux ralliés, il s'est tourné vers les progressistes ... et depuis son acceptation à leur programme de réformes, il promis notamment, en termes exprès, de faire respecter par tous, même par l'état, le droit démocratique des syndicats ; il répondant les ordres du jour modérés qui lui proposaient le centre et la droite, il s'est délibérément rallié au texte formel et significatif présenté par M. Thomson et par les amis de l'union progressiste.

Droitiers, ralliés, conservateurs, centre gauche, ils pouvaient en rester là.

La surprise était pénible, tous leurs visages.

Ce qu'ils faisaient une tête et un nez devant M. Dupuy-Compagnon.

Ils ne se sont remis que pour voter contre le gouvernement, qu'ils entendent faire des politiques « gouvernementales », ces hommes d'ordre, ces hommes défenseurs de la stabilité ministérielle, ces hommes les ralliés, ralliés à quoi bien, ils traitent de manœuvre ... Dupuy, et à risquer l'ouverture d'une nouvelle crise.

MM. Cochin, de Montalembert, d'Aunay, Dussaussoy, Taillandier, tous soi-disant ralliés, ont mêlé leurs bulletins de vote à ceux de MM. Gascoin, Desfontaine, Baily et Lamendin, afin d'essayer de renverser le ministère.

M. Le Gavrian lui-même, qui pour les besoins de la cause de M. Cointrelle, chantait et haut, il y a trois jours, à Lille, les louanges de M. Casimir-Périer et de M. Dupuy, s'est réfugié, avec M. Loyer, dans une abstention que nous verrons bientôt transformer, nous pouvons en être certains, en hostilité déclarée.

Car, il n'y a pas à y revenir : le coup de barre à gauche a été énergiquement donné lundi par M. le président du Conseil. La coupure avec la droite ralliée ou non ralliée est sûre faite. Et M. Dupuy est un homme d'Etat trop avisé pour s'être engagé à la légère, pour n'avoir pas mesuré toute la portée et toutes les conséquences de l'acte qu'il allait accomplir.

La politique républicaine prend, de ce jour, une nouvelle orientation.

Le gouvernement, prisonnier, depuis six mois, d'une minorité plus bruyante que nombreuse, et aussi exigeante que rétrograde, s'est enfin décidé à chercher la majorité de la Chambre là où elle existe réellement, c'est-à-dire parmi les républicains de progrès, modérés, progressistes et radicaux de gouvernement, c'est-à-dire tous ceux qui, selon l'expression de l'ordre du jour Isambert, sont prêts à apporter leur concours et leur appui à une politique de réformes démocratiques et de défense de la société laïque.

Ils se sont trouvés 311 lundi à la Chambre, malgré l'hostilité de la droite, la désertion de beaucoup de centre-gauchers, et le refus de la plupart des radicaux d'accorder un vote de confiance à M. Dupuy.

Ils auraient été plus de 400 au début de la législature, si au lieu d'obéir aux injonctions des ultra-modérés, on avait constitué le cabinet d'union, de concentration républicaine — nous répétons le mot à dessein — que réclamait le pays.

Mais nous ne voulons pas récriminer. Nous ne voulons point rechercher les causes de l'évolution inattendue accomplie par M. Dupuy. Sans douté le résultat de la dernière élection présidentielle lui aura-t-il ouvert les yeux.

Le nombre de suffrages perdus, en six mois, par M. Casimir-Périer, lui aura fait comprendre que la politique suivie par l'ancien président du Conseil n'avait point les sympathies de la majorité républicaine.

« Pour avoir la paix et une *majorité*, » dit le *Gaulois*, M. Dupuy a promis tout » ce que voulaient les radicaux et tout ce » que le ministère précédent avait refusé.

» Il a incliné vers la gauche, et, admirer » le bafouillage parlementaire, il a obtenu » un vote de concentration en faveur d'un » ministère homogène. »

Le *Gaulois* a raison. Les républicains progressistes n'ont pas hésité à accorder leurs suffrages au ministère homogène de M. Dupuy. Car, pour eux, les ministères valent moins par les hommes qui les composent, que par leur politique et par leurs actes.

Que M. Dupuy et ses collègues persistent dans l'attitude démocratique qu'ils ont prise lundi.

Qu'ils orientent résolument vers la gauche la politique républicaine !

Et, passant l'éponge sur la tache originelle de ce cabinet, nos amis le soutiendront énergiquement.

Depuis six mois, nos hommes d'Etat réclamaient à grands cris une majorité, mais en se gardant de la chercher là où elle se trouvait.

Cette majorité, nous l'avons maintes fois répété, existe compacte au sein de la Chambre actuelle.

Elle s'est révélée avant-hier. Elle s'est affirmée même d'une façon tellement éclatante qu'il n'est plus permis à personne de fermer les yeux à l'évidence.

Il ne tient qu'à M. Dupuy de la garder et de s'en servir au grand profit des intérêts du pays, de la démocratie et de la République.

Georges ROBERT.

Le Congrès des ouvriers des tabacs

M. Pierre Legrand et les retraites

Notre correspondant parisien nous télégraphie :

Hier s'est ouvert le congrès des ouvrières et ouvriers des manufactures de tabac de France. Quarante délégués (dont six de Lille) représentant les vingt-et-une manufactures de France étaient présents.

Les questions que doit discuter le congrès étaient notamment : la journée de huit heures du travail, les salaires, le contrôle du médecin, les secours mutuels et la journée de huit heures.

Parmi les quatre-vingt-douze qui doivent venir aussi en discussion, se trouvent celle concernant l'alcoolisme du tabac aux ouvriers, et la fédération du journal de la Fédération.

Les travaux du congrès dureront jusqu'au 10 juin.

Sur la question relative aux retraites M. Pierre Legrand, rompt-il une démarche pour le vote de la loi de Roque ? Il a pour les ouvriers ... M. Pierre Legrand ... pour le vote de la loi de Roque ... pour les ouvriers ...